Voici quelques extraits de sites d’organisations non gouvernementales préoccupées par la corruption telles que Transparency EU ou le Global anti-corruption consortium (OCCRP > *Organized Crime and Corruption Reporting Project*) ainsi qu’un extrait de l’enquête OpenLux du journal Le Monde réalisée en collaboration avec seize autres titres internationaux.

Il est compréhensible que certains de mes lecteurs trouvent que mon blog est orienté politiquement ce que je ne conteste pas. Toutefois ces quelques informations glanées sur le Web ne sont pas contestées et démontrent qu’une réaction contre les magouilles de la finance et des mafias imbriquées dans nos systèmes politiques est en cours.

Pour les instances européennes, la confiance que les citoyens leur accordent devrait être une priorité. Mais les soupçons de corruption et de conflits d’intérêt minent cette confiance et impactent les progrès démocratiques nécessaires à l’UE.

L’énormité des sommes en jeu donne une idée du problème réel.

L’opacité est la meilleure couverture des combines illégales comme les fumigènes le sont pour les militaires. Remercions donc ces journalistes qui se mettent au service de la vérité et de la transparence.

<https://transparency.eu/priority/eu-money-politics/#revolving-doors>

Portes-tournantes

Début 2017, Transparency International EU (TI EU) a publié un rapport analysant 512 anciens commissaires et eurodéputés de l'UE et leur emploi après leur mandat. Nous avons constaté que plus de 50% des anciens commissaires et 30% des ex-députés européens qui ont quitté la politique travaillaient pour des organisations inscrites au registre des lobbyistes de l'UE. Notre rapport a montré que les entreprises emploient d'anciens fonctionnaires pour avoir accès, influencer et se rapprocher de l'élaboration des politiques. Alors que la Commission Juncker a fait des progrès dans la réglementation de la porte tournante, les règles sont encore mal appliquées. Quant au Parlement européen, il n'a toujours pas de règles d'emploi post-mandat pour les députés, ce qui crée de graves risques éthiques pour l'intégrité politique de l'institution.

*(N’oublions pas José Manuel Barroso, ex premier ministre du Portugal, ex président de la Commission européenne, prix Nobel de la paix en 2012, qui atterrit chez Goldmann Sach\* quelques temps après son mandat européen (en 2016). N’oublions pas non plus Mario Monti, ex commissaire européen et futur premier ministre italien, prix Nobel de la paix lui aussi en 2012 et qui devient conseiller international de Goldmann Sach en 2005 – Note de Grand-Pierre).*

*\*  En avril 2016, Goldman Sachs est contraint de payer une amende de 5 milliards de dollars pour son rôle dans la crise des subprimes, comme plusieurs autres grandes banques américaines pour des montants similaires.*

<https://www.occrp.org/en/gacc/>

Journalistes du monde entier contre la corruption

Le Global Anti-Corruption Consortium a été lancé pour accélérer la lutte contre la corruption dans le monde en combinant un journalisme d'investigation percutant avec l'engagement compétent de la société civile.

En développant des outils et des stratégies sophistiqués de suivi de l'argent, l'OCCRP aide les journalistes du monde entier à découvrir des stratagèmes financiers illicites complexes. Les groupes de défense, à leur tour, sont bien placés pour exiger la justice et des gouvernements plus responsables. Le Global Anti-Corruption Consortium transforme les gros titres en actions en armant la société civile des informations et des preuves nécessaires pour créer un changement significatif, que ce soit en obligeant les fonctionnaires corrompus à rendre des comptes, en appelant à des réformes politiques ou en générant des campagnes à la base.

<https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/02/08/openlux-faire-parler-des-registres-publics-une-enquete-d-un-genre-nouveau_6069139_4355770.html>

OPENLUX une enquête du journal français Le Monde

OpenLux est une enquête lancée par Les Décodeurs du Monde sur la face cachée du Luxembourg, un paradis fiscal situé au cœur de l’Union européenne.

Pour dévoiler les dessous du centre financier luxembourgeois, nous avons constitué une vaste base de données inédite, regroupant les propriétaires réels des 140 000 sociétés immatriculées au Luxembourg et le détail de leurs actifs financiers. Pour cela, nous avons rassemblé des millions de documents récemment rendus publics, mais en principe accessibles uniquement au compte-gouttes dans le registre des bénéficiaires effectifs et le registre du commerce du Grand-Duché.

Grâce à un nouveau programme informatique, nous avons récupéré les principales données comptables (montants des actifs, bénéfices, dettes, etc.) de 47 000 holdings financières pour une période extrêmement récente (2018 à 2020). Nous avons pu estimer que ces holdings domiciliées au Luxembourg détenaient au moins 6 500 milliards d’euros d’actifs \*. Un chiffre qui ne figure dans aucune statistique macroéconomique publique.

Pendant un an, nous avons pu les analyser en partenariat avec seize médias internationaux : Süddeutsche Zeitung, Le Soir, OCCRP, IrpiMedia, McClatchy, Woxx, iStories, Arij, Krik, Bivol, investigace.cz, Piauí, Tempo, Armando Info, La Nación et Inkyfada.

*\*  Trois fois le budget de la France*

<https://transparency.eu/priority/eu-money-politics/>

À propos du lobbying

Le lobbying fait partie de toute démocratie saine, mais Transparency International EU (TI EU) travaille d'arrache-pied pour garantir que ces activités soient menées de manière transparente et éthique au niveau de l'UE. Bruxelles est la deuxième capitale mondiale en termes de lobbying après Washington DC. Au moins 48 000 personnes travaillent dans cette capitale européenne dans des organisations cherchant à influencer les institutions et les décisions de l'UE, dont 7 500 possèdent un badge de lobby accrédité auprès du Parlement européen. Les quelque 12 000 organisations inscrites sur le registre volontaire actuel des lobbyistes de l'UE déclarent un budget annuel combiné de 1,8 milliard d'euros.